

tenue sous la présidence de Madame STEFANCZYK, assisté(e)
de Madame LEPERS DELEPIERRE et Madame SANIER, Conseillères
En présence de Madame MICHEL, Rapporteuse publique
Madame PAULET, Greffière

15 heures 00

01)	DOSSIER N° 2209635	RAPPORTEURE: Madame Laëtitia LEPERS DELEPIERRE
Titre de l'affaire	Demande l' annulation de l'arrêté du 13 octobre 2022 portant retrait d'agrément d'assistante maternelle	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	SELARL DHORNE CARLIER KHAYAT
Défendeur	DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS	SOCIETE D'AVOCATS VEDESI - SCP SCHMIDT VERGNON PELISSIER THIERRY EARD-AMINTHAS & TISSOT
02)	DOSSIER N° 2208260	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de la décision du 10 septembre 2021 portant rupture de la période d'essai d'un agent contractuel et de la décision implicite rejetant le recours gracieux et demande le versement de la somme de 5 000 € au titre des dommages subis pour rupture abusive et irrégulière du contrat	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	Maître VENIEL Céline (Cour)
Défendeur	EPLEFPA DE L OISE	SCP DUMOULIN-CHARTRELLE-ABIVEN
03)	DOSSIER N° 2209030	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté du maire n° 334/2022 du 27 septembre 2022 portant mise à la retraite pour invalidité d'une ATSEM à compter du 1er octobre 2022 et radiation des cadres de la collectivité à la même date	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	Maître INGELAERE Benjamin
Défendeur	COMMUNE DE HERSIN COUPIGNY	SELARL RESSOURCES PUBLIQUES AVOCATS (Cour)

15 heures 00

04)	DOSSIER N° 2207639	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande l'annulation de l'arrêté du maire du 12 août 2022 portant exclusion temporaire de fonctions pour une durée d'un mois sans sursis à compter du 12 septembre 2022 au 11 octobre 2022 (sanction du 3ème groupe)	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur X	Monsieur X
Défendeur	COMMUNE DE CALAIS	EDIFICES AVOCATS (Cour)
05)	DOSSIER N° 2303883	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande la condamnation de l'EPCC à verser la somme de 16 685 euros en réparation du préjudice subi du fait de l'illégalité de la décision de refus de régularisation d'emploi d'un agent contractuel	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	Maître BRIATTE Camille (Cour)
Défendeur	EPCC MUSEE DU LOUVRE LENS	
06)	DOSSIER N° 2303885	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande la condamnation de l'EPCC à verser la somme de 11 095 euros en réparation du préjudice subi du fait de l'illégalité de la décision de refus de régularisation de la situation d'emploi d'un agent contractuel	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	Maître BRIATTE Camille (Cour)
Défendeur	EPCC MUSEE DU LOUVRE LENS	

15 heures 00

07)	DOSSIER N° 2303886	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande la condamnation de l'EPCC à verser la somme de 10 780 euros en réparation du préjudice subi du fait de l'illégalité de la décision de refus de régularisation de la situation d'emploi d'un agent contractuel	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	Maître BRIATTE Camille (Cour)
Défendeur	EPCC MUSEE DU LOUVRE LENS	
08)	DOSSIER N° 2303887	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande la condamnation l'EPCC à verser la somme de 17 037,50 euros en réparation du préjudice subi du fait de l'illégalité de la décision de refus de régularisation de la situation d'emploi d'un agent contractuel	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	Maître BRIATTE Camille (Cour)
Défendeur	EPCC MUSEE DU LOUVRE LENS	
09)	DOSSIER N° 2107968	RAPPORTEURE: Madame Léa SANIER
Titre de l'affaire	Demande réparation du préjudice de 456, 60€ résultant du retrait de l'indemnité de spécialité de chef d'unité sauveteur déblayeur	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur X	Monsieur X
Défendeur	SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU PAS-DE-CALAIS	PRESIDENT

15 heures 00

10)	DOSSIER N° 2203328	RAPPORTEURE: Madame Laëtitia LEPERS DELEPIERRE
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Demande l'annulation de la décision du 10 décembre 2021 portant retenue sur le compte nominatif d'une somme de 310,91€ suite à la dégradation d'une télévision et de sa télécommande

Nom des parties

Demandeur Monsieur X

Défendeur MINISTERE DE LA JUSTICE

Représentants des parties

SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)

Ministre

Arrêté le 11/03/2026

Le président du tribunal : B. GUEVEL